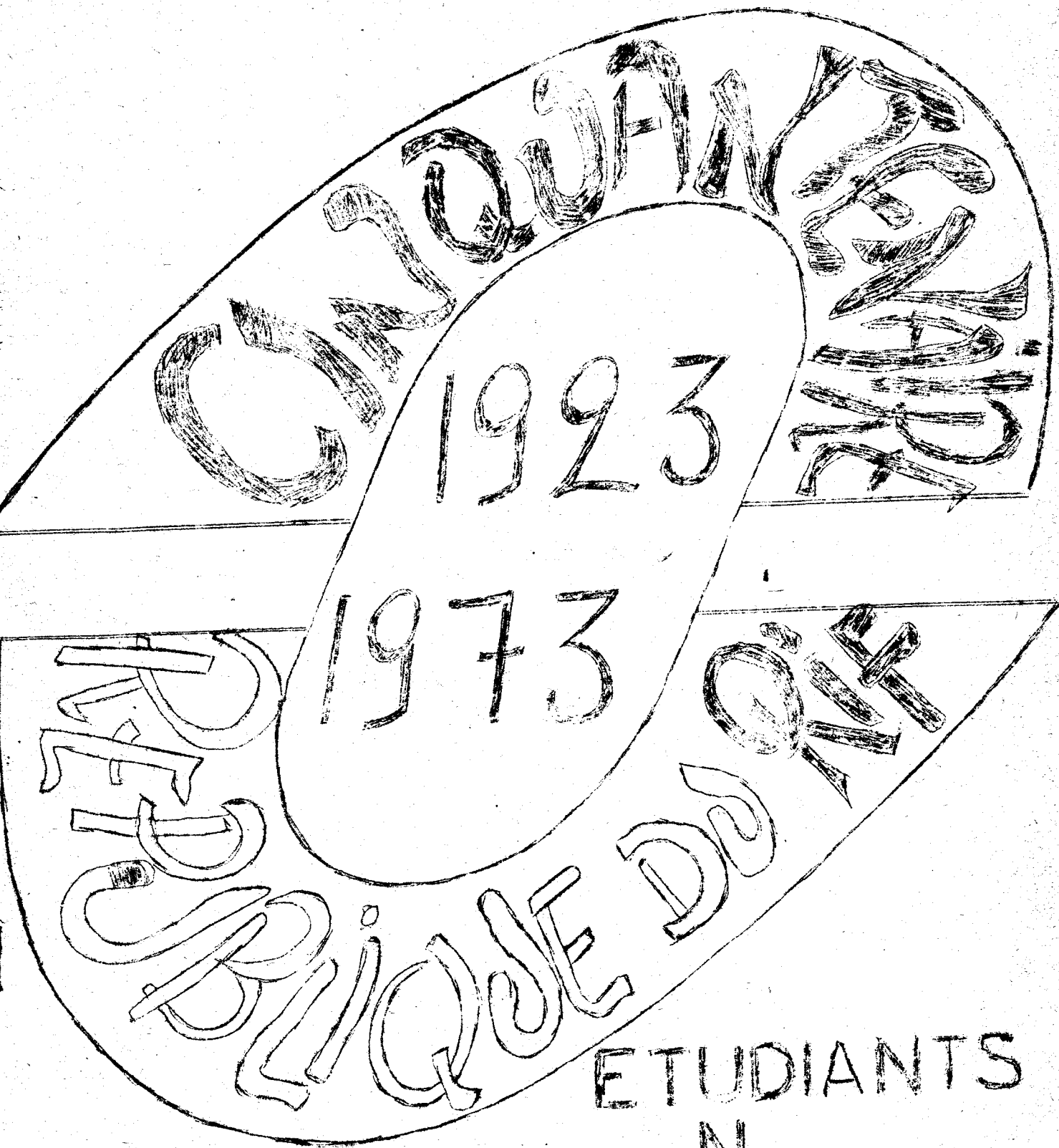




ETUDIANTS
N
F
PARIS

PREFACE

En l'espace d'un an le Maroc a vu proclamer la République deux fois.

Si on ne considère que la période post-indépendance, la République auro été proclamée quatre fois depuis 1956 : au Rif en 1958, à Casablanca en 1965, à Skhirat en 1971 puis le 16 Août 1972.

Ce n'est pas seulement un rêve - bien que les Marocains soient profondément marqués par la proclamation de la première république par Abd-El-Krim en 1921 et davantage encore par les circonstances héroïques qui ont abouti à cette proclamation - c'est devenu aussi une nécessité. La réalité du pouvoir monarchique et féodal marocain apparaît à tous démasquée et sans ambage. Le poids de son exercice quotidien le fait ressentir dans tous les secteurs de la société marocaine, comme l'obstacle numéro un dans la voie de la libération et de la modernisation.

Car au Maroc le pouvoir monarchique et féodal n'est pas seulement un obstacle dans la voie de l'évolution vers l'avenir c'est aussi - on est presque tenté de dire et surtout - un obstacle entre le peuple marocain et son passé, son histoire.

En effet, au cours de son histoire, le peuple marocain s'est toujours distingué par ses traditions de lutte héroïque contre l'agression étrangère.

L'occupation étrangère ne fut possible et effective que lorsque celle-ci s'est servie de la monarchie féodale comme tête de pont de ses desseins impérialistes.

Le Maroc fut finalement réduit à l'esclavage. Mais il ne s'est jamais résigné à cet état. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter son histoire, aussi bien passée que récente. Le peuple marocain était et reste en lutte permanente aussi bien contre l'impérialisme que contre son allié, le pouvoir monarchique féodal (cf la résistance marocaine à la pénétration étrangère par A. Youssoufi).

La vérité est que le mouvement national a commis de nombreuses erreurs depuis sa création en 1944, et le plus grave c'est que ses erreurs le lient encore et l'empêchent de jouer son rôle dans la libération du pays.

Cefait se produit notamment par :

- La non-observation par le mouvement national des traditions de lutte de nos masses populaires, ce qui ne l'a pas mis en position de tirer la leçon des expériences révolutionnaires vécues par le peuple marocain. En effet au lieu d'aller puiser dans le patrimoine révolutionnaire des masses populaires marocaines depuis le début de ce siècle, pour essayer d'en faire un prolongement conforme aux nécessités de l'heure, (telles que les expériences de Moha Ou Hammou Zayani, Maa El Aymaine, El Hiba ou Abd El Krim Khattabi)

.../...

Débarqués à Larache en 1911 pour s'opposer à l'occupation d'Alcazarquivir par les troupes du général Moinier qui prétendait agir au nom du sultan, les espagnols n'occupaient guère, lors de l'établissement de leur Protectorat que le triangle Arzila-Larache-Alcazarquivir. Aussi le Journal de Melilla, "El Telégrafo del Rif", écrivait-il à la même époque : si les Beni Ouriaghel sont soumis, la paix règnera dans le Rif. Nous ne pouvons jamais pénétrer au coeur du Rif sans un débarquement préalable sur la côte d'Alhucemas".

C'est au cours de son avance en direction de ce point stratégique, avance amorcée depuis 12 ans, que l'armée du général Sylvestre sera mise en pièces.

1° / Les victoires d'Anual et de CHaouen

Les Espagnols s'étaient préparés à cette marche sur Alhucemas, en créant dès 1920, un corps d'élite, la Région (El Tercio). L'artisan en fut le Commandant José Millan Astray, rendu tristement célèbre par son fameux slogan "Viva la Muerte!".

Parmi les officiers du Tercio, il convient de signaler Francisco Franco qui avait déjà fait carrière dans les "Regulares". L'état major espagnol s'était préparé aussi sur le plan politique, en engageant des conversations avec le noyau de tribus qui constituaient l'obstacle essentiel à leur pénétration.

Le millionnaire Etchevarietta, associé des Mannesmann proposa à Abdelkrim sept millions de dollars (20 millions de pesetas) plus une quantité d'armes et de munitions qui lui permettraient de résister aux Français, en échange de l'occupation de la Baie d'Alhucemas. Evoquant ces tractations au cours de ses conversations avec J. Roger-Mathieu sur le bateau qui l'emmenait en exil Abdelkrim dira "Mais la véritable mission d'Etchevarietta qui agissait sur les ordres formels de Primo de Rivera, c'était je te le répète - je fus à deux doigts de consentir - de me persuader de m'entendre avec l'Espagne, à vos dépens...

Il me répétait à satiété : "Nous autres Espagnols nous jouons un rôle stupide. Nous travaillons pour la France. Reconcilions-nous au plus vite. Marchons la main dans la main. Ce sont les Français qu'il te faut attaquer, car ce sont les vrais ennemis du Rif," mais je me méfiais de sa bonne foi".

Parallèlement à ces conversations, les Espagnols menaient une action politique parmi les tribus pour saper l'autorité d'Abdelkrim et isoler sa tribu des autres.

Abdelkrim comprit alors que le seul moyen de mettre l'Espagne hors du Rif, était de combattre.

"Les espagnols allaient me fournir l'occasion de redresser la situation. Ils venaient en effet, d'occuper Dar-Abaran, en pays Tamsamani, point stratégique et politique de toute première importance. Je me proposais sur le champ, de leur disputer cette position. La partie était risquée. Je disposais à cette heure de 300 guerriers. Je revins me mettre à leur tête. Et malgré ma pauvreté en munitions, je déclenchais la contre attaque. Après un combat des plus durs, ma troupe réoccupa Dar-Abaren. Dans cette première grande bataille - entre leur attaque et ma contre-attaque - les espagnols avaient perdu 300 hommes, dont deux capitaines et quatre lieutenants. Quant au butin, il fut précieux

.../...

.../...

pour nous. Songe donc : une batterie de 65 de montagne, des fusils Mauser tout neufs, environ 60.000 cartouches, des obus, des médicaments et des vivres de campagne ! Et tout cela, vraiment n'était rien en comparaison de l'effet moral de cette victoire.

Tandis que les populations situées dans la zone en retrait des troupes espagnoles, ayant vu la débâcle de celles-ci s'apprêtaient à la rébellion, toutes les autres fractions du pays Tamsamani se joignaient spontanément à nous. A cette heure commençait de se constituer le bloc rifain".

C'était le 31 Mai 1921.

Cette victoire étourdissante ne démonta pas le Général Sylvestre qui répondit aux conseils de modération de général Berenguer par la phrase suivante :

"Je prendrai le thé dans la maison d'Abdelkrim à Ajdir, qu'il le veuille ou non !".

Le 17 Juillet, commença la bataille d'Anual. Il n'existait guère de relations précises de cette importante bataille. Interviewé par Furneaux, M'Hammed El Khattabi, le frère d'Abdelkrim, en fit le récit suivant :

"Les espagnols avaient courageusement, leur artillerie pilonnait les tranchées rifaines. Les rifains ne répondaient pas, jusqu'à ce que les espagnols s'approchent suffisamment. En l'espace de quelques minutes, les rifains tirèrent toutes leurs munitions, soit près de 10.000 cartouches. A des distances de 100 ou 200 yards, les balles des Mauser atteignirent de très nombreux soldats. L'effet fut foudroyant les lignes adverses furent déchirées par d'énormes trouées. Les Espagnols battirent en retraite dans un nuage de fumée et de poussière, en jetant leurs armes et en s'enfuyant vers Anual. Ce fut "Omderman à l'envers".

Le général Sylvestre, bien que sa situation n'était guère désespérée fut décontenancé par cette défaite. Orgueilleux il refusa de faire une retraite stratégique. Pendant la nuit, les rifains ramassèrent les armes et les munitions abandonnées, encerclèrent Anual, et avant même le lever du jour, en commencèrent le nettoyage à l'arme blanche. Ce fut la panique. La retraite ordonnée alors par Sylvestre dégénéra en déroute. La nouvelle de la victoire d'Anual s'était répandue parmi les tribus. Celles-ci accouraient de toutes parts, ramassaient armes, munitions, matériel et provisions. La poursuite continua jusqu'aux faubourgs de Melilla, atteinte le 9 Août.

La garnison de Monte Arruit commandée par le Général Navarro se rendit. Abdelkrim rejoignit le conseil des tribus réuni près de Melilla. Il n'était encore que le juge originaire d'Ajdir. Il fut reconnu comme chef militaire des Rifains.

Une grave décision fut alors prise : ne pas occuper Melilla.

"Mon organisation militaire était encore bien embryonnaire. La prudence s'imposait. Apprenant que le gouvernement espagnol adressait un suprême appel à tous les pays et s'apprêtait à envoyer au Maroc tous les renforts dont il pouvait disposer de mon côté, je me souciais de décupler et de regrouper mes forces et je fis appel à toutes les populations du Rif occidental. Avec

.../...

.../...
la dernière énergie je recommandais à mes troupes et aux contingents nouveaux venus de ne point massacrer ni maltraiter les prisonniers. Et je n'en ai aucun regret. Mais je leur recommandai aussi énergiquement, de ne pas occuper Mélélla, pour ne point créer des complications internationales. Et de cela, je me repens amèrement. Ce fût ma grosse erreur".

En effet, s'il avait investi ce port, l'armée espagnole n'aurait plus eu de tête de pont pour débarquer ses renforts et l'Etat rifain aurait pu disposer de tout le temps nécessaire pour se consolider. Il répètera malheureusement la même erreur, lorsque plus tard ses troupes s'approchèrent de Fer. Mais le bilan Anual fut une véritable catastrophe pour les Espagnols: 18.000 morts, pratiquement toute leur armée africaine.

Les rifains capturèrent près de 20.000 fusils, 392 mitrailleuses et 129 canons ainsi que 1.100 prisonniers, "Tel fut le désastre d'Anual, écrit Sir Charles Petrie dans son Histoire de l'Espagne, qui affecta profondément l'histoire de l'Espagne. N'aurait-il pas eu lieu, il n'y aurait pas eu de Directoire s'il n'y avait pas eu de Directoire, il n'y aurait pas eu de seconde république, et par conséquent, pas de guerre civile".

2°) L'abandon espagnol

L'Espagne en sortit profondément humiliée. Les militaires accusaient les civils de ne leur avoir pas fourni les moyens matériels suffisants pour poursuivre la guerre. Une commission d'enquête fut constituée. La monarchie, dont la légèreté en cette affaire fut révélée, devint impopulaire. Un membre des Cortès résuma la situation dans cette formule lapidaire :

"Si nous continuons dans cette voie, nous n'aurons bientôt plus ni Maroc, ni Armée, ni Espagne".

L'opinion publique espagnole se divisa en "abandonistas" (c'est à dire les partisans du "décrochage", parmi lesquels il y avait de grands chefs militaires qui préconisaient de "laisser le Maroc aux Marocains"), et "africanistas" représentés par la majorité de l'Armée décidée à "venger" Anual.

La libération des prisonniers contre le versement d'une forte rançon fut pour eux une nouvelle humiliation. Ainsi, avaient-ils repris la reconquête des territoires évacués à partir de Mélélla. Les Rifains leurs infligèrent une nouvelle défaite à Tizi Azza en Juin 1923, malgré l'intervention de l'aviation. Fort de cette victoire, Abdelkrim suggéra une suspension temporaire des hostilités, d'autant plus qu'il savait que le Général Primo de Rivera faisait partie des "abandonistas". Un premier contact épistolaire eut lieu entre Diego Saavedra, secrétaire général pour le Maroc Espagnol et Mohamed Azerkan, le ministre rifain des Affaires Etrangères en Juillet 1923.

Au cours de l'été 1923, des mutineries éclatèrent au cours des embarquements de troupes dans les ports de Barcelona et Malaga. Des manifestations sillonnèrent les rues de la capitale catalane aux cris de Vive le Maroc ! Mort à l'Espagne !

Le capitaine-général de la province de Barcelona, Don Miguel Primo de Rivera prit alors le pouvoir à la faveur d'un coup d'état militaire, en s'appuyant sur un Directoire de généraux "africanistas". Il réussit à les convaincre qu'il allait oeuvrer pour une solution honorable".

.../...

.../...

Le 24 Juillet 1924, Primo de Rivera se rendit au Maroc pour inspecter le front. Interrogé par le journaliste américain Webb Miller, il déclara : "Abdelkrim nous a vaincu. Il a les immenses avantages de terrain et du fanatisme de ses supporters. Nos troupes sont malades de la guerre et l'ont été pendant des années. Elles ne voient pas pourquoi elles combattraient et mouraient pour ne bande de terre sans valeur. Je vais évacuer jusqu'à cette ligne et n'occuperai que l'extrémité de ce territoire. Je suis personnellement en faveur de l'évacuation complète de l'Afrique et de l'abandonner à Abdelkrim.

Nous avons dépensé un nombre inavouable de millions de pesetas dans cette entreprise, et jamais nous n'en avons retiré le moindre centime. Nous avons eu des milliers d'hommes tués pour un territoire qui n'a aucune valeur. Mais nous ne pouvons évacuer complètement parce que l'Angleterre ne nous laissera pas faire. L'Angleterre a une grande influence sur le Roi, et comme vous le savez, la Reine est une princesse anglaise. L'Angleterre craint que si nous évacuons, le territoire sera repris par la France qui neutralisera ainsi le contrôle britannique du détroit de Gibraltar. Elle ne veut pas qu'une grande puissance, comme la France soit là".

En considération de ces éléments, Primo de Rivera décida le retrait des troupes espagnoles sur une nouvelle ligne. Ce qui provoqua la colère des "africanistas" et celle du plus célèbre d'entre eux, Francisco FRANCO.

L'ordre d'évacuation fut donné le 24 septembre.

Les Rifains en profitèrent pour infliger une autre grande défaite aux Espagnols lors de la bataille de Chaouen. Selon le journaliste W. HARRIS l'évacuation de cette ville coûta aux Espagnols 800 officiers dont le général Serrano et 17.000 morts.

Selon Arturo BAREA les pertes espagnoles s'élevèrent à 20.000 hommes, plus une immense quantité de matériel dont un petit hôpital abandonné intact à Chaouen.

Frédérico BERENGUER, membre du Directoire fut blessé. La conséquence de cette victoire fut que les Ghomara et les Djebala s'intégrèrent à la République du Nord Maroc qui doubla ainsi sa superficie. Les yeux du monde musulman colonisé se figèrent alors sur Abdelkrim. Sa pleine réussite pouvait être le commencement du processus de libération de tous les peuples arabes dépendants. La France ne pouvait l'admettre.

-:-:-:-:-

b) LA VOLONTE FRANCAISE DE LIQUIDER L'ETAT RIFAIN

Depuis le désastre d'Anual, les autorités françaises observaient avec attention le développement de la situation au Nord du Maroc. Préoccupé par la consolidation du régime rifain, Lyautey écrivait dans son rapport du 23 novembre 1924 :

"Le désastre espagnol et le repli de leur armée sur ses bases ont plus "que jamais augmenté le prestige d'Abdelkrim qui, grisé par ses succès, poursuit déjà l'espoir de nous chasser du Maroc après les Espagnols. Ses prétentions sont connues à la fois et des dissidents et des tribus soumises et en particulier de nos grands caïds qui ne voient autrour d'eux que peu de troupes, et en particulier presque pas de français".

Ainsi les autorités du Protectorat, décidèrent-elles de prendre les devants.

1°/ - La provocation politique

Etudiant les opérations possibles à envisager, Lyautey écrivait dans son rapport du 29 novembre 1924 :

"Il a semblé préférable de prendre délibérément, dès le début, le pas sur Abdelkrim et être en mesure d'y obtenir instantanément un succès marqué qui nous donne certainement l'avantage politique et militaire. Ce point favorable a été reconnu devoir être la zone de Beni Zeroual".

Cette tribu a été choisie par Lyautey en raison de son double intérêt stratégique : sur le plan politique, elle subissait l'influence de la confrérie des Derkoua inféodée à la France sur le plan militaire elle s'avancait comme un coin entre les deux principales régions de l'Etat rifain, les Djebala et le Rif proprement dit. Le tracé de la frontière fixé par le traité franco-espagnol de 1912, plaçait cette tribu dans la zone attribuée à l'Espagne, mais les Français décidèrent de s'en approprier à cause précisément de sa valeur stratégique. Du reste, tout le tracé était irrationnel puisqu'il passait à travers toutes les tribus méridionales du Rif (Métalsa, Guezanaya, Beni Amart, Senhadja, Srir, Beni Bechar, Beni Bu Chilet, Ketama, Ghezaoua), et privait le Rif des plaines fertiles de l'Ouergha, grenier vital pour la communauté rifaine, dont la frontière naturelle était précisément le fleuve l'Ouergha.

Les tribus au Nord de l'Ouergha, non seulement n'avaient pas été soumises, ni par les Français, ni par les Espagnols, mais elles s'étaient ralliées à la République du Rif.

Le 28 Mars 1924, Abdelkrim avait demandé aux autorités françaises, la mise sur pied d'une commission pour définir les frontières. Les Français rejetèrent cette proposition qui équivalait à leurs yeux, à la reconnaissance de l'Etat Republicain du Rif. Abdelkrim ne voulait certainement pas de conflit armé avec la France il était conscient de la supériorité de l'adversaire d'une part, et du danger mortel que constituerait une alliance franco-espagnole d'autre part. Mais il ne pouvait se dérober au devoir de solidarité de venir au secours des tribus rifaines du Nord de l'Ouergha qui sollicitaient son intervention pour résister à la conquête militaire française. Cette obligation de faire honneur au système d'alliance "leff" qui liait les tribus rifaines le

.../...

condamnait à s'opposer aux troupes françaises. Et c'est en cela que consistait précisément le piège français, dont le deuxième volet, était de relancer l'Espagne dans la guerre.

2°) L'alliance militaire avec l'Espagne

Les tendances "abandonistas" espagnoles ne laissaient pas d'inquiéter Lyautey, surtout après l'assaut des positions françaises par les harkas rifaines, le 13 Avril 1925. Dans sa lettre à Mr A. Briand, Ministre des Affaires Etrangères, Lyautey proposait que :

"Les interventions de notre ambassadeur (à Madrid) devraient tendre sans le dire, à faire comprendre à l'Espagne, qu'elle a le plus grand intérêt à tenir la dragée haute dans ses négociations, qu'Abdelkrim a lui, intérêt à voir aboutir pour porter contre nous toutes ses forces après avoir assuré ses derrières".

Erreur d'appréciation de la part d'Abdelkrim ou résistance des forces françaises les contingents rifains n'ont pu occuper ni Fez (ce qui aurait changé la situation politique au Maroc) ni Taza (ce qui aurait permis de faire la jonction avec la résistance berbère). Leur offensive en direction de Oue zane a par contre, permis la soudure entre la France et l'Espagne. Les mesures prises conjointement par les généraux Colombat et Riquelme, pour empêcher Abdelkrim d'atteindre la côte atlantique allaient être le commencement de la mise en oeuvre d'une coopération militaire et politique dont les résultats seront fatals à l'Etat Rifain.

La Conférence de Madrid de Juin 1925, l'entrevue Primo de Rivera-Pétain, le débarquement dans la baie d'alhucemas, le front uni, lors de la conférence d'Oujda (avril 1926) seront les principales étapes de l'alliance imperialiste franco-espagnole, qui mobilisa tout son potentiel militaire pour avoir raison de la petite république rurale du Rif.

Pétain opposera au printemps de 1926 "300.000 hommes, 22 escadrilles d'avions, un formidable matériel de toutes sortes et 52 généraux., tant de brigade que de division. La victoire dans ces conditions ne pouvait faire de doute". Selon Mr Pierre CLOSTERMANN, député français, cette armée était appuyée par 400.000 supplétifs rassemblés par le Glaoui, et par une armée espagnole de 100.000 hommes.

Pendant les 5 années que mirent les deux puissances coloniales européennes à détruire l'état rifain, Abdelkrim incarne non seulement la volonté de résistance des masses marocaines, mais il la concrétisa dans la constitution d'un Etat Républicain ouvert sur le monde moderne.

-:-:-:-

2° - ABDELKRIM : INCARNATION DU RÔLE REPUBLICAIN MAROCAIN

Né en 1882 à Ajdir, dans les Béni Ouriaghel, non loin de la baie d'Alhucemas, le talon d'Achille du Rif, Abdelkrim commença ses études à Mèlilla. En 1905, il rejoindra l'Université des Karaouine de Fèz où il acquit une bonne formation juridique. Revenu à Mèlilla, il y exercera les fonctions d'enseignant, de journaliste (à l'édition arabe du "Telegrame de Rif", de conseiller dans l'administration des affaires indigènes, et finalement de cadi (juge). Ses nombreuses activités et relations dans le préside espagnol lui permirent de saisir les desseins espagnols, quant à l'exploitation des richesses minières du Rif, et d'observer de près l'entreprise de colonisation espagnole. Les critiques du comportement espagnol le conduiront en prison d'abord, au maquis ensuite.

Une fois parmi les siens, il mania méthodiquement les principes régissant la société traditionnelle rifaine en les associant au principe moderne du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et forgea progressivement l'organisation politico-militaire qu'il opposera à la pénétration espagnole.

a) Les principes d'action d'Abdelkrim

1° - Sur le plan interne

La société rifaine avait atteint un degré de morcellement tel que chaque habitation était dotée de son "mirador" particulier pour surveiller l'approche de l'adversaire. Utilisant le système du "leff", comme mécanisme du fédéralisme agrégatif, Abdelkrim réussit à unifier d'abord "les cantons" de sa propre tribu des Béni Ouriaghel. Après son premier affrontement victorieux avec les Espagnols (Dar-Abaren) il fit appel à l'aide de la tribu des Tamsamane, en application de la coutume selon laquelle on ne pouvait pas ne pas répondre à un appel direct de l'assistance face à un danger extérieur. Les batailles d'Anual et de Chaouen apportèrent non seulement l'adhésion des tribus libérées, mais aussi celles des tribus qui leur étaient liées par ce même système de "leff", et notamment celles de l'Ouergha-Nord.

C'est en application des normes traditionnelles de la Société rurale marocaine qui rejoignent les règles du droit musulman, que la communauté souveraine a élu Abdelkrim par l'intermédiaire de ses représentants, comme chef de guerre et émir (commandeur).

La principale mission du Commandeur, n'est-elle pas de repousser les envahisseurs ? Lorsqu'il cesse de le faire, il n'est plus qualifié pour représenter la communauté. C'est ce que fit valoir Abdelkrim auprès de l'Espagne, lorsqu'il lui réclama le remboursement de l'indemnité versée par le Maroc après la guerre de 1859, en contre partie de l'engagement pris par l'Espagne dans le traité de 1860 de ne plus jamais occuper Tétouan.

Il soutint qu'il était en droit d'agir à la place du Sultant qui dit-il n'accomplissait pas son devoir de repousser les étrangers.

Répondant aux questions du correspondant du "Daily-Mail" Abdelkrim déclara:

.../...

condamnait à s'opposer aux troupes françaises. Et c'est en cela que consistait précisément le piège français, dont le deuxième volet, était de relancer l'Espagne dans la guerre.

2°) L'alliance militaire avec l'Espagne

Les tendances "abandonistas" espagnoles ne laissaient pas d'inquiéter Lyautey, surtout après l'assaut des positions françaises par les harkas rifaines, le 13 Avril 1925. Dans sa lettre à Mr A. Briand, Ministre des Affaires Etrangères, Lyautey proposait que :

"Les interventions de notre ambassadeur (à Madrid) devraient tendre sans le dire, à faire comprendre à l'Espagne, qu'elle a le plus grand intérêt à tenir la dragée haute dans ses négociations, qu'Abdelkrim a lui, intérêt à voir aboutir pour porter contre nous toutes ses forces après avoir assuré ses derrières".

Erreur d'appréciation de la part d'Abdelkrim ou résistance des forces françaises les contingents rifains n'ont pu occuper ni Fez (ce qui aurait changé la situation politique au Maroc) ni Taza (ce qui aurait permis de faire la jonction avec la résistance berbère). Leur offensive en direction de Ouezzane a par contre, permis la soudure entre la France et l'Espagne. Les mesures prises conjointement par les généraux Colombat et Riquelme, pour empêcher Abdelkrim d'atteindre la côte atlantique allaient être le commencement de la mise en oeuvre d'une coopération militaire et politique dont les résultats seront fatals à l'Etat Rifain.

La Conférence de Madrid de Juin 1925, l'entrevue Primo de Rivera-Pétain, le débarquement dans la baie d'Alhucemas, le front uni, lors de la conférence d'Oujda (avril 1926) seront les principales étapes de l'alliance impérialiste franco-espagnole, qui mobilisa tout son potentiel militaire pour avoir raison de la petite république rurale du Rif.

Pétain opposera au printemps de 1926 "300.000 hommes, 22 escadrilles d'avions, un formidable matériel de toutes sortes et 52 généraux., tant de brigade que de division. La victoire dans ces conditions ne pouvait faire de doute". Selon Mr Pierre CLOSTERMANN, député français, cette armée était appuyée par 400.000 supplétifs rassemblés par le Glaoui, et par une armée espagnole de 100.000 hommes.

Pendant les 5 années que mirent les deux puissances coloniales européennes à détruire l'état rifain, Abdelkrim incarne non seulement la volonté de résistance des masses marocaines, mais il la concrétisa dans la constitution d'un Etat Républicain ouvert sur le monde moderne.

-:-:-:-

"Nous ne pouvons reconnaître au sultan du Maroc aucune compétence. Il n'est pas en fait, sultan, mais un homme de paille dont le maintien avait été jugé nécessaire.

Abdelkrim n'était pas seulement obnubilé par l'indépendance politique, il se préoccupait aussi de développement, c'est ainsi qu'il répondit à l'envoyé spécial de "Chicago Tribune" qui le questionnait sur les motivations de son combat :

"Le Rif est pauvre, nous combattons pour qu'il devienne riche".

2) Sur le plan externe

Face à la domination coloniale, Abdelkrim se réclamait du droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale. Répondant aux conditions mises par les espagnols à l'ouverture des pourparlers, Mohamed Azerkan, le ministre rifain des Affaires Etrangères, écrivait en Juillet 1924 :

"Nous sommes surpris que vous ignoriez les intérêts mêmes de l'Espagne, en refusant de faire la paix avec le Rif, par la reconnaissance de son indépendance, en violant nos droits, en humiliant notre peuple, en ignorant tous les principes juridiques et humanitaires du droit universel stipulés par le Traité de Versailles".

Contre les bombardements aériens des populations civiles, l'utilisation des bombes incendiaires et de gaz asphyxiants et les atrocités perpétrées par les espagnols, Abdelkrim demanda que les Rifains soient considérés comme des "belligérants" justiciables du Droit International. Cependant l'Espagne empêcha même la Croix Rouge d'acheminer des fournitures médicales vers le Rif.

Abdelkrim était ouvert à la coopération Internationale comme il le précisa au représentant du "Daily-Mail" :

"Une fois notre indépendance assurée, nous ouvrirons notre pays à la coopération internationale... Nous avons des mines de cuivre, de plomb et de charbon qui attendent leur développement grâce à l'investissement étranger. L'assistance européenne sera la bienvenue".

Il a tenté d'insérer son combat dans l'idéologie wilsonienne d'après-guerre. Il s'est adressé vainement à la S.D.N, au peuple américain, au gouvernement britannique, au gouvernement français. Il est vrai que des "Comités du Rif" se constituèrent en Amérique, en Angleterre, en Suède, en Allemagne. La révolution rifaine s'est voulue internationaliste puisqu'elle se déclarait solidaire des peuples espagnol, français, chinois, latino-américain, arabes et musulmans.

Dans une proclamation d'Abdelkrim, saisie en Algérie, et lue à la tribune de la Chambre des députés il est dit notamment :

"Les populations françaises et espagnoles sont hostiles à la guerre. Ceux de leurs soldats, les fils des salariés et des cultivateurs qui sont dirigés sur nos frontières désertent leur camp, et ils viennent chez nous parce qu'ils sont contre leurs gouvernants capitalistes, ils manifestent même l'intention de provoquer la révolution dans leurs pays respectifs. Comme nous au Maroc, les chinois, dont le nombre dépasse 400 millions ont pris les armes en Extrême Orient pour l'établissement de leur liberté d'action et pour l'indépendance de leur pays, cherchons à former avec les

"Nous ne pouvons reconnaître au sultan du Maroc aucune compétence. Il n'est pas en fait, sultan, mais un homme de paille dont le maintien avait été jugé nécessaire.

Abdelkrim n'était pas seulement obnubilé par l'indépendance politique, il se préoccupait aussi de développement, c'est ainsi qu'il répondit à l'envoyé spécial de "Chicago Tribune" qui le questionnait sur les motivations de son combat :

"Le Rif est pauvre, nous combattons pour qu'il devienne riche".

2) Sur le plan externe

Face à la domination coloniale, Abdelkrim se réclamait du droit à l'autodétermination et à l'indépendance nationale. Répondant aux conditions mises par les espagnols à l'ouverture des pourparlers, Mohamed Azerkan, le ministre rifain des Affaires Etrangères, écrivait en Juillet 1924 :

"Nous sommes surpris que vous ignoriez les intérêts mêmes de l'Espagne, en refusant de faire la paix avec le Rif, par la reconnaissance de son indépendance, en violant nos droits, en humiliant notre peuple, en ignorant tous les principes juridiques et humanitaires du droit universel stipulés par le Traité de Versailles".

Contre les bombardements aériens des populations civiles, l'utilisation des bombes incendiaires et de gaz asphyxiants et les atrocités perpétrées par les espagnols, Abdelkrim demanda que les Rifains soient considérés comme des "belligérants" justiciables du Droit International. Cependant l'Espagne empêcha même la Croix Rouge d'acheminer des fournitures médicales vers le Rif.

Abdelkrim était ouvert à la coopération Internationale comme il le précisa au représentant du "Daily-Mail" :

"Une fois notre indépendance assurée, nous ouvrirons notre pays à la coopération internationale... Nous avons des mines de cuivre, de plomb et de charbon qui attendent leur développement grâce à l'investissement étranger. L'assistance européenne sera la bienvenue".

Il a tenté d'insérer son combat dans l'idéologie wilsonienne d'après-guerre. Il s'est adressé vainement à la S.D.N, au peuple américain, au gouvernement britannique, au gouvernement français. Il est vrai que des "Comités du Rif" se constituèrent en Amérique, en Angleterre, en Suède, en Allemagne. La révolution rifaine s'est voulue internationaliste puisqu'elle se déclarait solidaire des peuples espagnol, français, chinois, latino-américain, arabes et musulmans.

Dans une proclamation d'Abdelkrim, saisie en Algérie, et lue à la tribune de la Chambre des députés il est dit notamment :

"Les populations françaises et espagnoles sont hostiles à la guerre. Ceux de leurs soldats, les fils des salariés et des cultivateurs qui sont dirigés sur nos frontières désertent leur camp, et ils viennent chez nous parce qu'ils sont contre leurs gouvernants capitalistes, ils manifestent même l'intention de provoquer la révolution dans leurs pays respectifs. Comme nous au Maroc, les chinois, dont le nombre dépasse 400 millions ont pris les armes en Extrême Orient pour l'établissement de leur liberté d'action et pour l'indépendance de leur pays, cherchons à former avec les

peuples orientaux un seul bloc et inissons nos actes, Levons-nous ensemble, et frappons à mort ceux qui nous dominent pour les éloigner à jamais de notre sol."

Dans ce même document, Abdelkrim, manifestait sa solidarité avec la lutte des peuples arabes contre l'impérialisme. "Oh! Musulmans Algériens et Tunisiens, l'heure est venue où tous les peuples de l'Islam doivent briser les chaînes de l'esclavage... La Tripolitaine occidentale, l'Egypte, la Palestine, la Syrie, l'Irak font de leur mieux pour expulser ceux qui dominent".

En réponse à l'invitation de l'Association des Etudiants de Buénos Aires pour participer au centenaire de la victoire remportée sur l'Espagne au Féro, Abdelkrim déclarait :

"Il n'y a pas de droit plus sacré et plus imprescriptible que celui des peuples à disposer d'eux-mêmes, que leur droit à choisir le régime qui répond le mieux à leur mentalité et à leur désir. Le peuple marocain combat pour le même idéal pour lequel les héros de votre peuple ont combattu toujours... l'Europe que la guerre mondiale a corrompue et jetée dans l'anarchie morale, a perdu le droit d'imposer sa volonté aux peuples des autres continents. Nous voulons créer une culture reposant sur les lois de la paix et de la justice sociale".

Ces principes pour lesquels le Tiers-Monde continue de lutter jusqu'à présent, Abdelkrim a tenté de leur donner corps par l'instauration de la République du Rif.

b) Les structures

1° - L'Etat :

Au lendemain de la victoire d'Anual, Abdelkrim convoqua une convention composée des représentants des tribus. L'ordre du jour de la réunion comportait l'examen de la situation générale et l'établissement d'une constitution. Une "Assemblée Nationale" composée de représentants de la fédération des tribus est chargée de la direction de la lutte de la libération et de la direction de l'Etat. Ses premières décisions ont été :

- La proclamation de l'indépendance du pays,
- La constitution d'un gouvernement présidé par Abdelkrim

Au cours des réunions ultérieures, "l'Assemblée Nationale" dota le pays d'une constitution fondée sur la souveraineté du peuple.

L'unité du pouvoir d'Etat et le cumul des fonctions législatives et exécutives sont attribuées à "l'Assemblée Nationale" conformément à la tradition démocratique marocaine, tradition qui rejoignait le régime conventionnel adopté par les pays socialistes.

Le président de l'Assemblée était le Président de la République.

La constitution fixait la composition de l'exécutif.

.../...

- Le conseiller du Président de la République.
(sorte de premier ministre)
- Le Ministre des Affaires Etrangères.
- Le Ministre des Finances.
- Le Ministre du Commerce.

Tous les autres départements (guerre -intérieur) relevaient de la compétence du président.

Les membres de l'exécutif étaient responsables devant le Président de la République, lequel était seul devant l'Assemblée Nationale.

L'Assemblée Nationale vota par la suite, un "pacte national" qui fixait les objectifs de la lutte de libération menée par le pays, en 5 points :

1 ° - non reconnaissance de tout engagement international portant atteinte aux droits du Maroc, et particulièrement le Traité du 30 Mars 1912.

2° - évacuation par l'Espagne de toute la zone du Rif, qui ne relevait pas de son autorité avant la convention franco-espagnole de 1912.

3° - reconnaissance sans réserve de l'indépendance de l'Etat Rifain républicain par l'Espagne et la France.

4° - versement par l'Espagne à l'Etat Rifain républicain d'une indemnité de réparation de dommages consécutifs à l'occupation du pays durant les onze dernières années, et d'une rançon en échange des prisonniers.

5° - établissement de relations amicales avec tous les Etats sans discrimination et conclusion d'accords commerciaux avec les dits Etats.

L'Etat fut doté d'une structure administrative qui assurait le minimum de centralisation, tant pour la perception de l'impôt que pour l'organisation militaire. Le pays se trouvant en état de guerre, la tradition elle-même permettait la militarisation des structures.

Après le triomphe franco-espagnol, les autorités du Protectorat espagnol conserveront l'infrastructure administrative de la République Rifaine, pour la diriger à partir de Tétouan.

Les ressources financières de l'Etat, étaient de trois sortes :

- Les rançons versées par les espagnols,
 - Les amendes infligées aux notables compromis avec les Espagnols. Les biens confisqués de certains personnages (Raïssouni).
 - Une taxe sur les produits vendus sur les marchés.
- .../...

.... /

La République avait créée sa propre monnaie : le "rifain" émis par la "Banque d'Etat du Rif" et équivalent à la peseta. Les billets rouges de un "rifain" et verts de cinq "rifains" avaient été imprimés en Angleterre.

Aussi modestes que furent les finances rifaines. La République du Rif n'avait pas de problème budgétaire, bien qu'elle ait vécu constamment sur un pied de guerre. La raison résidait dans la nature et l'organisation de son armée.

2° L'Armée Populaire.

L'armée rifaine n'a jamais dépassé 6 à 7.000 réguliers entraînés qui servaient à encadrer les contingents fournis par les tribus. Chaque tribu avait sa propre milice qui en cas d'attaque, pouvait se mobiliser rapidement, et faire face à l'adversaire. Chaque Rifain âgé de 16 à 50 ans était appelé à porter les armes à tour de rôle... Chaque combattant qui était aussi un paysan ne servait dans l'armée qu'une semaine par mois, et jamais plus de 15 jours.

"En plus de la solde, le règlement militaire rifain permettait aux "scars" (soldats) et aux paysans de vendre à notre gouvernement les mitrailleuses, fusils et munitions qu'ils prenaient à l'ennemi. C'est ainsi que les cartouches françaises se vendaient quatre do ros hassani le cent, et à nos mitrailleuses, ils provenaient pour la plupart, du butun d'Anual et de Chaouen".

La grande nouveauté a été la construction d'un réseau téléphonique qui permit la rapidité des transmissions entre le commandement et les différents fronts. Abdelkrim a tenté de constituer une aviation beaucoup plus pour frapper l'imaginaire des masses marocaines et affirmer ainsi sa volonté de modernisation du pays.

Les bombardements aériens intensifiés par les Espagnols et les Français, et l'escadrille Lafayette composée de mercenaires américains ont amené les rifains à construire des abris très efficaces. De nombreux avions "alliés" ont été abattus dont un par Abdelkrim, lui-même.

Au cours de la dramatique réunion tenue avec les émissaires français avant sa réédition en Mai 1926, "Abdelkrim, rapporta R. Montagne, dénonça avec véhémence cette horrible civilisation de fer de l'Occident qui fit de lui un barbare simplement parce qu'il était faible et mal armé".

MESSAGE D'ABD EL KRIM (1)

Mes chers frères,

En réponse à l'aimable invitation du groupe Renovacion de Buenos-Airs, je m'adresse, le coeur rempli de joie, à tous les peuples d'Amérique Latine, en ce jour glorieux où ils célèbrent le fait d'armes qui leur valent l'indépendance et le délivra du joug étranger.

Il n'est point de droit plus sacré, plus indéniable que celui de tout peuple à se gouverner et à se donner la forme de gouvernement qui convienne le mieux à son tempérament et à ses aspirations. Les fêtes organisées pour commémorer le centenaire d'Ayacucho trouvent un écho dans le coeur de tous les peuples qui luttent pour leur liberté, et je partage vos sentiments à cette occasion avec un enthousiasme légitime en ma qualité de Régent Provisoire de la République Riffaine.

Le peuple héroïque du Maroc combat en ce moment pour le même idéal qu'ont défendu Miranda, Morón, Bolívar et San Martin. J'ai toujours aimé et admiré ces héros de votre nation et, hier encore, nous avons vibré aux glorieux et héroïques exploits de Matéo et Martí. Nous possédons en matière de race, de culture et de religion des qualités qui nous interdisent d'accepter l'empire d'une puissance européenne quelle qu'elle soit. Tout comme vous combattiez, il y a un siècle, pour défendre votre indépendance, nous faisons aujourd'hui le sacrifice de notre vie et de nos biens sur l'autel de la liberté nationale.

Corrompu par la guerre mondiale, livrée à l'anarchie morale par suite des appétits impérialistes, propres au régime capitaliste, l'Europe a perdu le droit d'imposer ses idées et sa volonté aux peuples des autres continents. Nous aspirons à édifier une civilisation basée sur des règles de paix et de justice sociale. Nous aspirons, nous les peuples de race arabe à rejeter le joug de l'Angleterre, de la France, de l'Italie et de l'Espagne. Nos frères d'Egypte ont porté le premier coup, et j'ai bon espoir que le monde sera bientôt témoin du 2e coup porté ici, au Maroc. Alors sonnera l'heure pour Alger, Tunis, Tripoli, dont le peuple se prépare déjà au moment de la grande délivrance.

Notre cause est, absolument comme l'était la vôtre, une cause juste. Nous ne sommes pas poussés par la haine de l'Espagne qui, naguère fut notre patrie et le berceau de nos ancêtres. Tout Espagnol instruit sait qu'au temps de l'âge d'or de l'art en Espagne, les Arabes y formaient la majorité. Et le moment fatal où une guerre religieuse nous chassa d'une péninsule ornée par notre art et enrichie par notre activité, fut aussi le moment fatal qui voua ce pays bien-aimé à l'irréparable décadence dans laquelle il est à présent plongé.

Le chauvinisme de la caste militaire et catholique en Espagne est le fléau qui a entraîné son peuple dans une guerre folle et désastreuse et fait du Maroc le cimetière de ses enfants, un gouffre sans fond où elle a jeté ses richesses. On envoie ici à la mort les pauvres petits espagnols comme on les envoyait, il y a 100 ans mourir dans les vallées des Andes et, il y a toute une vie, mourir des fièvres paludéennes à Cuba.

Nous abhorrons de tels massacres. Nous exigeons de l'Espagne qu'elle renonce à ses exploits en pure perte, évacue le Maroc comme elle évacua votre Amérique et qu'elle nous laisse nous livrer à nos travaux, connaître la paix, l'activité, les lumières qui nous permettront de prendre, tel que vous l'avez fait, la place que nous méritons dans la fraternité de nation.

Nous lutterons sans trêve jusqu'à ce que nous ayons accompli notre tâche qui est de délivrer tous les peuples arabes de la côte méditerranéenne et de l'Asie orientale. Le Maroc libre et l'Espagne libre seront les deux piliers d'où s'élancera la renaissance d'une race qui a honoré les trois civilisations de l'humanité.

Nous regrettons que l'état de guerre et le fait que nous ne sommes pas reconnus par les gouvernements impérialistes de l'Europe, nous empêchent d'envoyer une mission spéciale aux fêtes du glorieux anniversaire d'Ayacuch. Mais soyez sûrs que nous n'attendrons pas son bi-centenaire pour nouer avec vos gouvernements de solides relations amicales et fraternelles conçues dans un esprit de sincérité fort éloigné de l'hypocrisie conventionnelle qui caractérise la diplomatie mouvante de l'impérialisme capitaliste.

ABD EL KRIM

Régent provisoire de la République Rifaine

1- Ce message d'Abd el Krim a paru dans le journal "Vie Ouvrière", numéro du 2 Octobre 1925.

LETTRE D'ABD EL KRIM AU PARLEMENT FRANÇAIS

(20 Août 1925)

Nous avons l'honneur de vous soumettre ce mémorandum adressé à la chambre des députés de la Nation française.

Il a pour but d'exprimer aux honorables représentants nos sentiments de respect, mais aussi de porter à leur connaissance notre profonde regret des imputations qui nous ont été attribuées par son Excellence le maréchal Lyautey de même que par la presse française qui a répandu d'innombrables rumeurs afin de discréditer à vos yeux notre réputation et notre honneur.

En vérité, il nous est excessivement pénible de lire dans les journaux de Paris, de la part de quelques-uns des principaux hommes d'Etat de votre pays, les démentis honteux de leurs rapports et de leur correspondance avec nous, y compris le refus de nous accorder une entrevue à Paris, en 1923.

Bien au contraire, nous avons correspondu avec le maréchal Lyautey, indirectement, nous avons parlé avec M. Painlevé, exprimant à l'un et à l'autre nos sentiments amicaux envers la France qui, selon notre pensée, devait être la première à soutenir nos revendications et nos droits nationaux sans lesquels il nous est impossible de vivre. Nous avons, en maintes occasions, correspondu avec le maréchal Lyautey ; nous lui avons envoyé des messages dans le seul but d'arriver à un accord. Nous estimons hautement le maréchal et son gouvernement du Maroc français ; malheureusement, il n'a pas voulu nous entendre, de même qu'il n'a pas voulu recevoir nos messages (si ce n'est avec mépris !).

Il nous est apparu, dès la première occasion, que nous avons eue d'entrer en contact avec le maréchal, qu'il ne nous regardait pas avec des yeux bienveillants et qu'il nous traitait avec dédain, en dépit de nos efforts de conciliation et de notre vif désir de rester en bons termes avec la République française.

Quand, au début de l'année dernière, nous avons été au courant de la décision du maréchal Lyautey d'augmenter ses forces sur l'Ouergha, nous avons dépêché un message à Fez pour lui demander une explication. Mais le résultat de cette démarche, comme de tous nos efforts antérieurs selon les méthodes pacifiques dans nos conversations et nos correspondances avec des ministres, a été négatif. L'armée française a avancé dans la région de El-Jaya et des Beni-Zerouals et y a établi des postes fortifiés. Néanmoins, nous espérons encore dans la paix jusqu'au moment où nous nous sommes aperçus, cette année, que le maréchal Lyautey avait l'intention d'envahir le Rif et qu'il avait l'ambition d'annexer notre pays à la zone française. Dans ce même temps, le maréchal Lyautey n'avait cessé d'exciter les tribus contre nous et de les encourager à nous attaquer directement. Ces actes du maréchal Lyautey ne nous laissent pas d'autre issue que de prendre les armes contre vos soldats et de défendre la liberté de notre pays comme nous l'avons toujours fait. Le maréchal Lyautey dédaignant les droits d'une petite nation, s'en est reposé sur la force, oubliant que la victoire vient toujours à ceux qui combattent pour la justice et la défense de leur honneur. Mais le temps écartera les nuages du mensonge et le soleil de la vérité triomphera.

Nous sommes accusés d'être des rebelles, mais nous combattons pour notre propre pays. Ainsi hier, n'avez-vous pas été vous-même le premier peuple qui prit les armes et se précipita pour la défense de la liberté de son sol et de son héritage ? Nous sommes accusés d'avoir choisi la guerre pour passe-temps, mais de telles calomnies ne supporteront point l'examen. Nous proclamons notre désir de vivre en paix et de développer les ressources de notre pays pour le bénéfice de ses habitants.

Nous avons envoyé notre frère et nos ministres à Paris parce que c'est le berceau de la liberté, la capitale de l'égalité, la mère de la civilisation moderne et parce que nous avons espéré que la noble nation française qui si souvent a protégé les faibles et les affligés, reconnaîtrait le droit du Rif de vivre comme une nation libre. Notre but, notre principe, notre idéal, c'est la paix et l'indépendance.

Les guerres dans lesquelles nous avons été engagés dans le passé, dans lesquelles nous sommes engagés aujourd'hui, nous ont été imposées. A peine étions-nous sur le point de nous libérer de l'Espagne, que nous avons été attaqués par la France. Nous nous adressons à la nation française pour qu'elle arrête ce massacre insensé d'une petite nation qui est résolue à mourir plutôt que de se soumettre.

Notre pays est toujours victime de diffamations et de rapports inexacts. Nous ne possédons pas de journaux pour présenter notre cause et dire la vérité; les quelques correspondants américains qui ont visité notre pays ont confirmé nos propres déclarations que nous n'avons ni aide étrangère ni bolchéviste dans notre entourage. Le Coran et le Bolchévisme ne peuvent pas aller de pair ensemble. Nous et nous seuls administrons et contrôlons nos affaires civiles et militaires. A coup sûr, si nous avions possédé des journaux et des députés à la chambre, la France n'aurait pu rester sourde à nos plaidoyers et aurait répondu à notre appel pour la justice. Nous proclamons une fois de plus notre désir de vivre en paix avec la nation française et nous terminons notre pétition en priant la chambre française des députés d'agréer nos hommages et nos souhaits amicaux.

Salaams !

Ecrit au quartier général du front sud, 25 Zil-Zaada 1343.

(Sd) Mohammed Ibn Abd el Krim el KHATTABI.

LE MARÉCHAL LYAUTEY ET LA DÉCLARATION
DES DROITS DE L'HOMME

par NGUYEN-AI-QUAC (HO-CHI-MINH)

La Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen a eu la naïve idée de faire afficher, dans les écoles et établissements publics du Maroc français, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Le Maréchal Lyautey - chargé d'affirmer au Maroc les Droits de l'Homme et du Citoyen -, a formellement interdit l'affichage de cette déclaration par trop subversive. Malheureusement pour les Marocains, heureusement pour les français d'il y a 135 ans, notre glorieux Maréchal est né quelques 75 ou 80 ans après la grande Révolution; autrement... Mais laissons la plaisanterie et venons au fait.

Dans sa lettre au Président du Conseil, le Maréchal explique l'interdiction dans ces termes:

" La France a, pour le moment et pendant d'assez longues années, vis-à-vis des indigènes, un premier rôle à remplir: leur enseigner leur devoir. Ce n'est que lorsqu'ils le connaîtront qu'il pourra être question de leur octroyer les droits que comporteront éventuellement leur état social et leur degré d'instruction.

" Il est pour le moment impossible d'énumérer à nos protégés les droits applicables en France aux citoyens et notamment que "le principe de la souveraineté réside dans la nation, et que la loi est l'expression de la volonté"...

" Il est donc dangereux d'afficher dans ces endroits publics ces principes..."

"A la rigueur, l'on pourrait envisager de donner satisfaction à la Ligue des Droits de l'Homme dans les locaux fréquentés exclusivement par les français; mais en fait, de pareils locaux n'existent pas au Maroc...etc..."

Que Lyautey considère la Déclaration - qui fait l'orgueil de sa République et l'honneur de ses pères - comme fichu chiffon de papier; qu'il se moque royalement d'une organisation fameuse de la démocratie bourgeoise et des grands principes de 89-93, nous nous en f..., et les Marocains aussi. Mais nous devons rappeler à nos frères du Maroc ceci:

Pendant la guerre du "droit" - du droit non pas de l'Homme et du Citoyen, mais des Vautours et des Requins - des 53000 Marocains qui ont fait leur "devoir" (40000 travailleurs et 13000 soldats), 10000 l'ont si bien fait qu'ils ont laissé leurs os sur les champs de bataille. D'autres Marocains ont aussi fait leur "devoir", en fournissant à la métropole en guerre des dizaines de milliers de tonnes de marchandises, en fournissant des centaines de millions de francs aux emprunts forcés de la "Victoire" et aux souscriptions obligatoires pour les régions envahies où les "Boches barbares" faisaient en 14-18 ce que les français civilisés ont fait depuis 20 ans au Maroc et sont en train d'y faire tous les jours. En échange des bombes et des bienfaits de la Nation protectrice, les paysans marocains ont "cédé", dans l'espace d'une quinzaine d'années, des centaines de milliers d'hectares de leurs meilleures terres et sont allés crever eux-mêmes de faim dans les montagnes ou sur des plateaux désertiques. Ils ont payé, pour la "paix française", des impôts écrasants qui augmentent tous les ans. De 109 449 000 francs en 1918, ces impôts sont passés à 171 953 000 en 1922. De ces millions sués par les Marocains, 96000 000, c'est-à-dire le tiers, servent à engraisser les Lyautey et leurs pareils (les seules dépenses de la Résidence générale se chiffrent par 25 000 000 de francs).

Les Marocains ont donc bien fait leur "devoir", leur devoir d'esclaves. Mais pour mériter les Droits de l'Homme et du Citoyen, ils ont encore à faire leur devoir d'Hommes et de Citoyens, c'est à dire à s'organiser et à lutter pour la conquête de ces droits, comme l'ont fait les Français de 1789 et comme le fait le prolétariat révolutionnaire d'aujourd'hui. Ce devoir-là, nos frères du Maroc ne l'ont pas encore compris. Lyauté a donc raison d'estimer que l'alcool, les stupéfiants et les putains (les débits de boisson et les maisons de débauche augmentent au Maroc à raison de 280% tous les 5 ans) ont plus de valeur "civilisatrice" et sont plus utiles à la colonisation que la platonique Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

+ + + + +

EXTRAITS DU DISCOURS DU CAMARADE G. ZINOVIEV, PRONONCE LE 11 JUIN 1925

(Réunion de l'organisation communiste de Krasnaïa Presnia)
(faubourg de Moscou)

Il vient de se produire, dans quelques parties du monde, des événements qui sont les précurseurs de bouleversements futurs d'une portée très considérable. Un de ces événements est la guerre au Maroc, guerre coloniale par excellence qui ne touche en ce moment que deux puissances. Mais dans cette lutte de relativement peu d'importance, se reflètent déjà les contours d'événement autrement importants qui se manifesteront dans un proche avenir.(...)

(...) Au début de la guerre mondiale, on ne voyait pas bien clair, on ne se rendait pas immédiatement compte de quel côté partit le premier coup de fusil; la situation était très embrouillée. Cette fois-ci, on sait ce qui se passe au Maroc. Là, il ne peut y avoir de divergences quant aux causes et au caractère de cette guerre. D'un côté, un petit peuple; de l'autre, une formidable puissance impérialiste qui attaque le plus faible, ouvrant par son action une nouvelle ère de conflits internationaux. En tout 1914, on prétendit défendre la civilisation et la démocratie contre l'agression de la Russie tsariste. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'un simple acte de brigandage dont le but apparaît clairement à tous. Il ne s'agit que de ceci: l'impérialisme français n'est pas rassasié et il veut conquérir de nouveaux territoires aux dépens du petit peuple rifain. Et en 1925, après la victoire du Cartel des Gauches sur Poincaré qui, à ce qu'on prétend, ouvrit une nouvelle ère de démocratie et de pacifisme, la bourgeoisie française envoie des troupes au Maroc et déclenche une nouvelle guerre. (...)

(...) Au Maroc, le petit peuple rifain tient tête aux bourgeoisies espagnole et française. Lorsque la lutte s'arrête dans la zone espagnole, le Cartel des Gauches envoie le député Halvy en opérations militaires. Maintenant, où il faudrait flétrir énergiquement les forbans capitalistes qui attaquent un petit peuple et sont prêts pour garder leur butin à déclencher une nouvelle guerre européenne, les menchéviks français, qui prétendent représenter le prolétariat, ne trouvent rien de mieux que de salir le III^e Internationale et de lancer ce mot d'ordre: "Nous ne désirons pas une extension (!) des opérations militaires qui aurait pour but de les porter dans la zone espagnole". (...).

MANIFESTE DU 14 MAI

Aux ouvriers et paysans de France et des colonies

Camarades !

Le gouvernement du Bloc des Gauches vient de déclancher une grande offensive contre les Rifains.

La guerre qui s'ouvre menace d'être longue et meurtrière, car elle met en opposition les troupes françaises supérieurement armées et les Rifains dont le courage, la volonté combative sont hors de doute. Ce n'est point à une simple opération de police que nous assistons, mais à une guerre où les Rifains mettront toute l'énergie du désespoir à défendre leur terre libérée du joug étranger et les impérialistes français toutes leurs forces pour liquider la République indépendante, victorieuse du dictateur madrilène Primo de Rivera.

Camarades !

Cette guerre a été voulue et préparée par l'impérialisme français. Malgré les mensonges impudents de la presse impérialiste vendue à Lyautey, le Rif a fait une politique pacifique. Sa victoire sur les Espagnols ne l'a pas empêché de penser à la paix. Les Rifains l'ont proposée à plusieurs reprises aux Espagnols. Ils ont invité la France à causer amicalement. Ils lui ont fait des propositions pour la détermination des rapports communs et des frontières. Ils lui offrirent de traiter la paix. L'impérialisme français, les agents des grosses banques, Lyautey en tête, se refusèrent à examiner ses propositions honorables. Ils n'y répondirent que par des sarcasmes ou par des flots de mensonges. Plus, l'armée française du Maroc, sous la direction effective de Lyautey, avança ses postes de 10 Kilomètres vers le nord c'est-à-dire vers le Rif, pour couper les Rifains des zones où ils venaient s'alimenter. Elle commença le blocus alimentaire du Rif, puis dressa contre eux, par la corruption et la contrainte, des tribus jusque-là amies ou neutres. Pendant une année, les propositions de paix d'Abd el Krim n'eurent d'autre écho que les provocations insolentes du soudard Lyautey.

Camarades !

Aujourd'hui l'inévitable est arrivé. La guerre est commencée.

Alors que le gouvernement ne trouve pas un sou pour les réformes sociales et qu'il est à la veille de la faillite, il recommence une guerre longue et coûteuse. Les soldats français toujours plus nombreux venant d'Algérie, de France, des autres colonies d'Afrique, se dirigent vers le charnier marocain. Ce que veut l'impérialisme français, seul responsable de la guerre, c'est abattre la vaillante République rifaine. Pourquoi ? Pour satisfaire les appétits insatiables des grosses banques et les ambitions militaires. Au nom de la civilisation, ils vont entraîner à la mort des milliers d'ouvriers et de paysans français et coloniaux.

Camarades !

Comme la précédente guerre du Maroc, celle-ci va entraîner toutes sortes de complications internationales. Elle va déchaîner les ambitions et les convoitises des divers impérialismes. Elle ouvre de nouveau l'ère des marchandages qui entraîneront les peuples vers de nouveaux conflits. Le Maroc de 1907, précurseur de la guerre mondiale de 1914, devient en 1925 l'annonciateur de nouvelles guerres impérialistes. L'Angleterre s'inquiète de voir les Français s'approcher de Gibraltar. L'Italie, rêvant de régner à Tunis, dénonce déjà la pénétration dans le Rif. L'Espagne elle-même s'inquiète de voir la France aux abords de la zone qu'elle ne veut pas abandonner.

Ouvriers, paysans de France et des colonies !

Le Parti Communiste qui fut seul à dénoncer systématiquement les dangers de la guerre du Maroc, vous appelle à la lutte de toutes vos forces pour empêcher ce nouveau carnage.

Ouvriers socialistes !

N'oubliez pas que vos chefs reniant la glorieuse tradition de Jaurès, qui dénonça toujours le "guépier marocain", n'ont pas osé voter contre les crédits de la guerre du Maroc. Ils se sont lâchement abstenus. Ils ont voté l'ensemble du budget de la guerre qui contient ces mêmes crédits. Dénoncez et abandonnez vos chefs ! Venez avec nous pour opposer aux impérialistes un front unique puissant !

Camarades !

L'occupation du Maroc a déjà coûté aux ouvriers et aux paysans de France 12.000 morts et quatre milliards. Elle a réduit à un véritable esclavage des millions d'indigènes. Seule, une petite clique de banquiers et de capitalistes en profite.

Soutenez et propagez partout les mots d'ordre du Parti Communiste :

PAIX IMMEDIATE AVEC LE RIF !

Fraternisation des soldats français et rifains.

Reconnaissance de la République Rifaine.

Evacuation immédiate du Maroc.

Vive l'indépendance des peuples coloniaux ! A bas la guerre du Maroc ! Vive la fraternisation ! Vive le Parti Communiste français !

Le Comité Central du
P.C.

APPEL DU COMITE CENTRAL D'ACTION
du 20 juillet 1925

Aux soldats et aux marins !

Les congrès des ouvriers et paysans de la région parisienne et du nord ont mandaté le Comité central d'Action pour qu'il lance différents appels aux victimes de l'impérialisme français.

L'appel ci-dessous, adressé aux soldats et marins, apporte à ceux-ci l'assurance que les travailleurs de France mettront tout en œuvre pour arrêter la guerre qu'ils font à un peuple qui veut être libre.
Le comité central d'Action.

Camarades,

En dépit des promesses qui nous ont été faites en 1918; la guerre a recommencé au Maroc, aussi horrible que celle qui a ravagé le monde pendant plus de quatre ans.

Cette guerre n'a pas pour but de sauver l'honneur national. On nous envoie mourir au Maroc pour permettre aux banquiers de mettre la main sur les riches gisements de la République du Rif, pour engraisser une poignée de capitalistes. VOUS FAITES LA GUERRE DES BANQUIERS.

Camarades soldats et marins ! Les 5 et 12 juillet, des milliers d'ouvriers et ouvrières, délégués par tous les travailleurs de la région parisienne et du Nord, se sont réunis pour chercher les moyens de faire cesser la guerre et de vous arracher à la mort.

Le Comité central d'Action, issu de ces congrès, vous adresse son salut fraternel et l'assurance que tous les délégués, qui de 1914 à 1918, ont connu vos souffrances, veulent immédiatement les faire cesser.

Les politiciens bourgeois et les chefs socialistes, renient leurs promesses de paix, vous envoient à l'abattoir. Mais les ouvriers, les paysans, les soldats et les marins sauront imposer la fin de la tuerie par leur union et leur force. Le Comité central d'Action a confiance en vous ; il sait que vous ferez votre devoir envers les Rifains qui luttent pour leur indépendance. Vous ne serez pas les vœles de la Banque. Vous vous souviendrez que les bolcheviques russes, les glorieux marins de la Mer Noire, les soldats d'Odessa, les soldats espagnols du Rif ont su arrêter la guerre par la fraternisation.

Il y a quelques jours à peine à bord du Courbet, du Strasbourg et du Paris les marins français ont montré qu'ils étaient restés des ouvriers. Ils ont compris leur devoir.

FRATERNISEZ AVEC LES RIFAINS !
ARRETEZ LA GUERRE DU MAROC !

Les ouvriers et ouvrières de la région parisienne et du Nord demandent tous les travailleurs de France, sauront faire aussi leur devoir et obliger les gouvernements à faire la paix. Malgré la répression qui s'abat sur eux, ils lutteront pour imposer la paix par tous les moyens, au besoin par la grève. Ils pensent tous les jours à vous, ils ne vous abandonnent pas.

Voici ce qu'ils réclament pour vous, à côté de leurs propres revendications :

- Dix jours de permission tous les deux mois, avec voyage gratuit.
 - Prêt porté à 30 sous par jours.
 - Franchise pour les colis.
 - Libération anticipée d'un nombre de jours égal à ceux passés en campagne.
 - Service de 18 mois pour les marins.
 - De même qu'ils ont arraché de prison les marins de la Mer Noire, les soldats d'Odessa et de Mayenne, ils vous soutiendront envers et contre tous.
- A bas la guerre du Maroc !
Paix immédiate avec le Rif !
Vive l'évacuation militaire du Maroc !
Vive la fraternisation avec les Rifains.

LETTRE TRANSMISE PAR LE COMITE ANGLAIS DU RIF

(24 Juillet 1925)

Monsieur,

Nous sommes accoutumés à lire dans la presse européenne que Mohamed Abd el Krim ne désire pas la paix et qu'il a des exigences exorbitantes.

Vous trouverez ci-inclus une esquisse de ses conditions, telles que je puis les établir en raison des communications que je viens de recevoir de la part du chef rifain.

La France, l'Espagne et le Rif ont fait connaître au monde leur désir de paix: ces trois nations ont déclaré que leurs actes de guerre ne sont pas inspirés par des desseins impérialistes ou panislamiques.

Vu ce mutuel désir de conclure la paix, il ne devrait pas être difficile de trouver une base se prêtant à un arbitrage immédiat et à la rapide cessation des hostilités.

Ayant visité le Rif l'hiver dernier et étant resté en rapport avec le gouvernement du Rif, je suis en mesure d'affirmer que Mohamed Abd el Krim est également très désireux de signer la paix avec la France et l'Espagne.

Les suggestions suivantes, qui sont formulées ci-après, seraient, j'en suis sûr, agréables au chef rifain et permettraient la reconnaissance de certains droits espagnols et français.

Mes amis et moi, nous ferions, en tout cas, de notre mieux pour assurer un armistice immédiat sur ces bases :

1- L'état du Rif serait reconnu et garanti par la S.D.N., avec un statut similaire de celui de l'Afghanistan, et le gouvernement du Rif recevrait le titre d'Emir.

2- Le Sultan du Maroc serait reconnu par l'Etat du Rif comme étant son "Amir-al Mouminine" et son nom serait lu dans la Khutba.

3- La frontière méridionale serait la rive nord de l'Ouergha. Toute la Djeballa serait incorporée au Rif, y compris Larache, Arzilla, Tétouan.

4- L'Espagne garderait Ceuta et Mellila avec assez de territoires pour défendre ces villes contre les attaques de terre et de mer. Les mines de fer de l'Oro, déjà en exploitation, à quinze kilomètres de Melilla, seraient laissées à l'Espagne.

5- Une armée permanente, dont le chiffre devrait être fixé par des experts, serait accordée au gouvernement du Rif. Les armements des troupes en surnombre seraient repris par le gouvernement du Rif.

(La réduction de l'armée pourra s'effectuer au fur et à mesure que seront recueillies les armes).

6- Cessation complète de toute propagande panislamique dans le protectorat français du Maroc.

7- Réparations : néant.

8- Un léger crédit serait accordé par la S.D.N. pour permettre au gouvernement du Rif de s'installer solidement, et pour surmonter les difficultés qui pourraient se présenter pendant la première année de sa constitution en Etat autonome.

9- Développement économique du Rif.

Certaines facilités seraient accordées par l'Espagne pour mener à bien ce développement et certains dans la région de Larish, Tétouan et Adjir. La France et l'Espagne devraient coopérer et tenir en mains les intérêts principaux du chemin de fer Fez-Tanger et Mellila-Taza, s'il est construit.

Pour apaiser l'amertume et la haine actuellement existantes, les trois belligérants, afin de montrer leur bonne foi, prendraient des mesures immédiates pour conclure un armistice, promettant d'une part :

1- De lever le blocus à l'égard des besoins commerciaux.

2- De permettre l'entrée de la mission médicale et de reconnaître les Rifains en tant que belligérants .

D'autre part :

1- Retour d'un tiers des prisonniers français et espagnols sans rançon.

2- Retirer tous agents politiques dans le protectorat français.

Je suis certain que si la France et l'Espagne faisaient des offres équivalentes, le chef rifain se rendrait aux raisons de bon sens et de justice.

LES CONDITIONS DE PAIX DE PAINLEVE ET DE PRIMO DE RIVERA

Texte officiel donné à Nîmes le 3 octobre 1925 par M. PAINLEVE

1- Les gouvernements français et espagnol, agissant conjointement, sont d'accord pour assurer aux tribus rifaines et Djebala intéressées toute l'autonomie compatible avec leurs traités internationaux qui régissent l'Empire Chérifien.

2- Les deux gouvernements sont d'accord pour ouvrir sans délai des négociations conjointes en vue d'arriver au rétablissement de la paix et à la mise en vigueur du nouveau régime.

Les points essentiels de cette négociation sont les suivants :

a- Remise réciproque des prisonniers.

b- Amnistie réciproque pleine et entière, avec effet à partir du 1er Janvier 1926.

3- Définition du régime d'autonomie administrative.

4- Détermination des territoires qui seront placés sous ce régime.

5- Fixation des effectifs de police nécessaires à assurer l'ordre et la sécurité dans ces territoires.

6- La liberté commerciale sera reconnue et assurée dans les-dits territoires dans la mesure compatible avec les traités internationaux et notamment avec les stipulations internationales concernant les matières douanières

7- Le trafic des armes et munitions demeurera interdit.

8- Désignation d'un secteur du littoral qui serait occupé pacifiquement par l'Espagne dès la cessation des hostilités.

LETTRE DE H. GORDON CANNING
du "comité du Rif "

A Monsieur Briand,

Monsieur, voulez vous me permettre de répondre à certains exposés et suggestions faites dans votre discours du 30 décembre dernier, alors qu'il m'était impossible d'y répondre.

1° "Monsieur Canning peut continuer à faire la tournée des journaux"

Je voudrais respectueusement vous rappeler qu'une semaine avant mon arrivée à Paris la presse française avait été complètement informée sur tous les détails de ma mission. Ces détails avaient été fournis à la presse par diverses personnalités officielles françaises ;

2° On m'accuse d'être entouré d'hommes d'affaires intéressés dans le "cuivre" .

A ce propos, MM. Painlevé, Malvy et Steeg ont été amenés à reconnaître ma parfaite intégrité.

M. Hacklander, dont les actes et desseins ont été ouvertement connus des gouvernements français et espagnol, depuis 1923, au sujet du Rif, est certainement un ami des frères Mannesmann. Ceci ne veut pas dire que je suis en relation personnelle d'affaires avec eux.

Je n'oserais jamais insinuer que quelqu'un étant en relations avec M. Finafy est de ce fait même intéressé dans les questions minières du Rif !

3° "Ce n'est pas le gouvernement, mais la presse que M. Canning vient chercher à Paris."

J'ai reçu certains télégrammes à Tanger et inspirés par de hautes personnalités m'informant que ma présence à Paris était nécessaire. On m'avait laissé entendre que je serais reçu officiellement à Paris. En fait je ne pouvais attendre moins, ayant rempli la tâche que le gouvernement français m'avait donnée et connaissant la courtoisie et la politesse de la nation française ;

4° "Si j'avais cru que les conversations puissent servir à quelque chose" .
Si les conditions de paix publiées en juillet sont toujours maintenues il est évident que j'ai pu être utile, ayant rapporté avec moi le chef riffain la première demande officielle des termes de paix et ayant obtenu de lui d'accepter l'autonomie. Il n'a jamais été question d'agir séparément d'avec l'Espagne, ce qui serait contraire aux termes mêmes de la lettre d'Abdelkrim, qui nomme les deux gouvernements.

5° Dans mon mémorandum, il a été bien spécifié que le chef riffain était prêt à accepter une ligne de frontière avec la France qui protégera non seulement la zone française du Maroc, mais aussi les communications avec l'Algérie. J'ai bien spécifié aussi qu'il ne serait pas insisté au sujet de Tétouan.

Monsieur Steeg ainsi qu'Abdelkrim ont convenu qu'il n'y aurait pas cessation des hostilités, ni de la propagande jusqu'à ce qu'un armistice ait été signé.

En terminant cette lettre, permettez-moi de vous affirmer une fois encore que je suis toujours disposé à faire de mon mieux en faveur de la cause de la paix sur la base des conditions de Juillet.

Je me permets encore d'attirer votre attention sur le fait que je n'ai aucun intérêt dans les concessions minières du Rif, et c'est grâce à ces conditions exceptionnelles d'indépendance que j'ai pu approcher l'ancien gouvernement français.

Malgré les violentes attaques personnelles dont j'ai été l'objet, malgré certaines insinuations faites par quelques journaux, et auxquelles vous paraissez n'avoir pas été insensible, je reste prêt à faire tout en mon pouvoir pour arriver à une paix raisonnable. J'adresse cette lettre, non à M. le Président, mais à M. Aristide Briand à titre d'indication et je l'enverrai aux journaux anglais, 48 heures après pour leur information.

Veuillez agréer, M. le Président, l'assurance de ma très haute considération et l'expression de mes sentiments dévoués.

Signé: Robert Gordon Canning.

LES RESOLUTIONS
DU CONGRES OUVRIER DE LA REGION PARISIENNE
les 4 et 5 Juillet 1925

Contre la guerre du Maroc et les impôts Caillaux

Les délégués des usines et des organisations prolétariennes de la Région parisienne estiment que leur Congrès doit intensifier et agrandir la lutte des ouvriers et des paysans contre la guerre du Maroc et contre les impôts Caillaux.

Le Congrès des ouvriers de la Région parisienne estime nécessaire pour cela de constituer un Comité Central d'Action de 125 membres, chargé d'organiser la lutte. Le Comité central d'Action comprendra 100 camarades des usines les plus importantes et appartenant aux différentes organisations représentées à ce Congrès et 25 délégués des Comités régionaux de province.

Ce Comité d'Action conservera une liaison permanente avec toutes les délégations des usines et des organisations qui ont participé à ce Congrès.

Le Congrès mandate le Comité d'Action pour se mettre en liaison avec toutes les usines et toutes les organisations décidées à lutter sur le programme déterminé par le Congrès.

En particulier, le Comité d'Action devra travailler au développement des Comités d'Action locaux et des Comités d'unité prolétarienne, dans chaque entreprise, coordonner l'action de ces organismes où doivent entrer tous les ouvriers, employés, femmes travailleuses et paysans, etc..., et renouveler aux organisations se réclamant du prolétariat la demande de leur participation au Comité Central d'Action sur la base des décisions du Congrès.

Le Comité d'Action devra soutenir toutes ses forces la lutte pour l'unité syndicale; il devra également lier le mouvement des ouvriers de la Région parisienne au mouvement ouvrier des diverses régions de France, au mouvement des paysans travailleurs et au mouvement des peuples coloniaux opprimés par l'impérialisme français.

Le Comité Central d'Action devra se mettre en rapport avec les organisations ouvrières d'Angleterre, d'Espagne et d'Italie pour susciter dans ces pays la constitution de comités d'action contre la guerre du Maroc et de toutes les guerres coloniales et opérer avec eux une liaison internationale.

Le Comité Central d'Action est chargé de lancer, au nom du Congrès, en dehors des appels généraux à la classe ouvrière, une série d'appels aux femmes travailleuses, aux jeunes ouvriers et ouvrières, aux, aux marins, aux classes moyennes, aux paysans, aux intellectuels, aux peuples coloniaux.

Le Comité d'Action devra pratiquement prendre la défense des soldats et des marins engagés dans la lutte du Maroc, exécuter en ce qui les concerne, les tâches fixées par le Congrès dans ses résolutions.

Le Congrès insiste sur la nécessité pour son futur Comité d'Action de ne pas limiter son activité à ses premiers objectifs et de prendre toutes les mesures nouvelles que nécessitera la situation.

Le Comité d'Action devra, chaque fois qu'il sera véecessaire, convoquer des Congrès semblables à celui qui vient d'avoir lieu.

Afin de mener à bien les tâches déterminées par le présent Congrès, celui-ci donne mandat au Comité d'Action d'utiliser tous les moyens de recueillir parmi les ouvriers et les paysans les fonds nécessaires à son action.

VIVE LE CONGRES DES OUVRIERS DE LA REGION PARISIENNE !

A BAS LA GUERRE DU MAROC ET LES IMPOTS CAILLAUX !